



# Un 1<sup>er</sup> mai,

## POUR LES DROITS SOCIAUX ET LES LIBERTÉS, CONTRE L'ÉTAT D'URGENCE, POUR LA PAIX ET LA SOLIDARITÉ INTERNATIONALE

**D**epuis plus d'un an, la pandémie liée à la Covid bouleverse la vie, le travail, les libertés individuelles et collectives des populations sur tous les continents. Face à la persistance de la circulation des virus, l'UD FO de Vendée **condamne la politique irresponsable du gouvernement en matière de santé publique**, qui poursuit la suppression des moyens matériels et humains dans les établissements hospitaliers et médicaux sociaux, qui s'obstine à exclure des accords du Ségur (+ 183 € pour tous) une partie des personnels du secteur médico-social.

Ce constat indéniable de difficultés d'accès aux soins trouve ses causes dans des choix budgétaires visant à faire toujours plus d'économies.

Pour notre organisation, il est temps de **mettre en œuvre un plan d'urgence** pour développer et renforcer notre système public de santé, **cesser les fermetures de lits et d'établissements**, et au contraire ouvrir « quoi qu'il en coûte », **stopper l'hémorragie des démissions des personnels** qui n'en peuvent plus des conditions de travail intenable et des

salaires trop bas, en créant massivement les postes nécessaires et en augmentant les rémunérations. Au lieu de cela, ce sont des élèves infirmiers et aides-soignants qui pallient à ces manques au détriment de leur formation.

Il en est de même pour **tous les services publics qui ont démontré leur rôle indispensable** depuis le début de la crise sanitaire.

Car c'est bien la saturation de notre système de santé qui justifie pour Macron et sa majorité, la mise sous cloche de toute la population depuis un an, tandis que son gouvernement poursuit imperturbablement la mise en œuvre de sa politique libérale.

L'UD FO de Vendée condamne la prolongation sans fin de l'état d'urgence, qui vise notamment à restreindre les libertés, en particulier celle de manifester.

**Elle exige l'abrogation de la loi « Sécurité globale », du projet de loi « Séparatisme » et des décrets « Sécurité intérieure »**, cela confirme que ce gouvernement profite de la pandémie pour s'engager dans une fuite en avant liberticide.

**Elle affirme sa solidarité avec l'UNEF**, objet d'une campagne indigne visant à mettre au pas la vie syndicale ainsi qu'associative.

De même l'UD FO de Vendée **exige le retrait du projet de réforme de l'assurance chômage**, projet qui ne vise qu'à amputer encore davantage les droits des demandeurs d'emploi. Retrait exigé par toutes les organisations syndicales. Elle attache une attention toute particulière aux jeunes en CDD, en intérim et en stage. Elle rappelle que le recrutement en CDI doit être la règle tel que cela est inscrit dans le Code du Travail.

**L**a crise des services publics, de l'industrie, de la sécurité sociale et des politiques sociales, du droit du travail... se sont accélérées. Les politiques mises en place pour soi-disant faire face à cette crise sanitaire n'ont fait qu'aggraver les inégalités sociales et augmenter scandaleusement les dividendes distribués. **Les inégalités grandissent, les profits des multinationales s'envolent**, la spéculation financière se généralise au détriment de l'emploi et des salariés.

La jeunesse souffre et peine à survivre avec des aides dérisoires, alors que le nombre de chômeurs ne cesse d'augmenter, que les restructurations, les licenciements et les fermetures d'entreprises sont le quotidien de

nombreux salariés. La précarité qui touche un nombre croissant de salariés, en particulier jeunes et femmes, provoque des situations de pauvreté intolérables.

**Force Ouvrière salue la mobilisation de l'ensemble des personnels qui composent les établissements du sanitaire, du médico-social et du social ainsi que l'ensemble des agents et salariés de la Fonction publique** poursuivant leurs missions dans des conditions très difficiles en cette période. Nous réaffirmons et exigeons, pour tous les personnels et pour ceux de la deuxième ligne de ces secteurs d'activité, une réelle reconnaissance qui doit se traduire par des revalorisations de leurs rémunérations étendues à toutes et tous.

Notre organisation réaffirme son soutien aux combats des travailleurs qu'ils mènent avec leurs syndicats pour la justice sociale. Elle dénonce la répression sanglante qui s'abat sur la population en Birmanie (Myanmar), ainsi qu'à l'encontre du syndicat HKCTU à Hong Kong dont le secrétaire général Lee Cheuk Yan est menacé de prison. Elle agit pour le respect immédiat des droits démocratiques et syndicaux.

## **Ce 1<sup>er</sup> mai, nous réaffirmons notre engagement déterminé pour l'emploi, les salaires, les services publics, la protection sociale, les libertés et la paix dans le monde.**

Pour :

- ➔ La levée immédiate de l'état d'urgence,
- ➔ L'abrogation de la loi « Sécurité globale », l'abandon du projet de loi « Séparatisme »,
- ➔ L'annulation de la réforme de l'assurance chômage,
- ➔ Le retrait pur et simple de la réforme des retraites et la revalorisation des retraites et des pensions,
- ➔ L'abrogation de la loi sur la transformation de la Fonction publique et l'augmentation immédiate de la valeur du point d'indice pour les fonctionnaires,
- ➔ L'augmentation du SMIC et des minima sociaux,
- ➔ L'arrêt immédiat des licenciements,
- ➔ L'arrêt de la distribution de dividendes,
- ➔ Le chômage partiel indemnisé à 100%,
- ➔ L'égalité salariale immédiate entre les femmes et les hommes,
- ➔ Des moyens immédiats pour la santé et l'hôpital public et l'ensemble des services publics.

**Samedi 1<sup>er</sup> mai à 10 heures 30 à La Roche sur Yon, Place Napoléon  
à 10 heures à Fontenay le Comte, Place de Verdun  
à 10 heures 30 aux Sables d'Olonne, Place de la Liberté**